

**FISCALITÉ.** Le mouvement altermondialiste présente six propositions pour retrouver le chemin de l'argent public.

# Attac met la main sur 200 milliards

## ALTERNATIVE

Alors que le débat présidentiel s'agite toujours un peu plus sur l'impératif d'austérité et autre suppression de masse de fonctionnaires, Attac a mis un coup de pied dans la fourmière hier en présentant six propositions pour « récupérer » plus de 200 milliards d'argent public, en luttant contre l'évasion fiscale ou en supprimant le CICE, afin de financer l'éducation, l'emploi ou le logement.

Recul de l'âge de la retraite, abandon des collectivités, sacrifice des services publics, blocage de la transition énergétique... « *on nous raconte que les caisses de l'Etat sont vides, qu'il y a une dérive insupportable des dépenses publiques. C'est une contre-vérité* », a d'emblée tancé le porte-parole d'Attac Domi-

nique Plihon, lors de la présentation à la presse d'un rapport intitulé « Rendez l'argent ». « Nous voulons démontrer que de l'argent, il y en a beaucoup, accumulé, dissimulé, évadé par les plus riches et les multinationales », développe l'ONG. Et pas qu'un peu : « *quand on additionne les mesures que nous proposons, nous arrivons à une somme d'un peu plus de 200 milliards d'euros par an qui peuvent être récupérés* », a détaillé le porte-parole, en amont de « la Semaine internationale contre les paradis fiscaux », qui se déroule à partir de samedi, une année après le scandale des Panama papers.

### « L'impôt est l'un des piliers de l'État de droit »

Pour y parvenir, le mouvement propose essentiellement de combattre l'évasion fiscale, d'imposer

une taxe sur « l'ensemble des transactions financières » ou encore de supprimer le CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) véritable « cadeau fiscal » accordé aux entreprises sans aucune contrepartie. « *L'impôt est l'un des piliers de l'État de droit et de la démocratie et nous pensons qu'il y a des comportements et un laisser-faire qui détruisent progressivement le consentement à l'impôt* », a poursuivi M. Plihon. « *Il faut se battre pour une réhabilitation de l'impôt et de la justice fiscale* », a-t-il ajouté.

Avec l'argent récupéré par ces mesures, Attac propose de consacrer plus de 100 milliards d'euros pour l'emploi et le climat, d'octroyer 22 milliards pour l'accès à l'éducation ou encore 15 milliards pour le domaine de la santé. Un nouveau monde!

**Frédéric Dutilleul**